

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cellule Risques Accidentels

Auch, le 12/12/2022

19 place de l'Ancien Foirail
32000 AUCH

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DENJEAN LOGISTIQUE

Les Galis
32700 LECTOURE

Références : 2022-0906-DP

Code AIOT : 0006803298

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement DENJEAN LOGISTIQUE implanté Les Galis 32700 LECTOURE. L'inspection a été annoncée le 18/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été programmée dans le cadre des suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/08/2021, et de l'instruction de 2 réclamations reçues à la préfecture du Gers en mai 2021 et en août 2022 à l'encontre de l'exploitant pour des nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DENJEAN LOGISTIQUE
- Les Galis 32700 LECTOURE
- Code AIOT : 0006803298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 mai 1993, l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 8 août 2012 et les arrêtés ministériels applicables aux installations soumises à déclaration. Une déclaration de changement d'exploitant a été déposée le 15 janvier 2019, DENJEAN Logistique a repris le site de Lectoure à partir du 20 décembre 2018. Une déclaration de modification de l'installation a été réalisée le 18 janvier 2021 par l'exploitant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 32-2021-08-11-00001 du 11/08/2021 ;
- Sécurité incendie de l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Proposition de suites à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	APMD 11/08/2021 Émergence sonore	AP de Mise en Demeure du 11/08/2021, article 1	AP de Mise en Demeure du 11/08/2021	Lettre de suite préfectorale	60 jours
3	Documents à disposition du SDIS	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle (PDC)	Référence réglementaire	Si le PDC provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
2	VI-21/06/2021 SMDS1 Contrôle Périodique	Code de l'environnement, article R.512-58	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que l'exploitant ait mis en place récemment un mur de protection acoustique, perpendiculaire au bardage métallique de son installation, une seconde réclamation à son encontre a été transmise par un nouveau plaignant à la préfecture du Gers. Afin de vérifier le retour à la conformité du site et statuer sur l'efficacité du mur de protection mis en place, l'exploitant doit réaliser une nouvelle campagne de mesurage des émissions sonores dans les conditions définies au point de constat n°1.

L'arrête de mise en demeure ne pourra être levé qu'à l'issue de cette nouvelle campagne de mesurage.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/08/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Émergence sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société DENJEAN LOGISTIQUE qui exploite un entrepôt de stockage de produits alimentaires frais situé Z.I « Les Galis » à Lectoure, est mise en demeure, sous un délai de 9 mois, de respecter les dispositions de l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 susvisé en respectant les valeurs d'émergence admissibles en zone à émergence réglementée et de transmettre le bon de commande relatif aux travaux d'insonorisation sous un délai de 4 mois.</p>
<p>Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> le devis concernant la mise en place d'un mur d'insonorisation qui vaut bon de commande signé par l'exploitant le 08/12/2021 ; la facture de la société Face Midi Pyrénées datée du 26/04/2022 concernant la mise en place de l'écran d'isolation sonore. <p>L'exploitant a ensuite présenté 2 rapports rédigés par la société BUREAU VERITAS concernant les mesures réalisées les 9 et 10/08/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> le premier rapport, daté du 10/08/2021, montre des valeurs d'émergence non-conformes aux points 1 et 2, sans faire mention de perturbations particulières des relevés de mesure ; point n°1 : émergence diurne 6,5 dB pour 6 dB autorisée ; nocturne 5,5 dB pour 4 autorisée ; point n°2 : émergence nocturne 6 dB pour 4 autorisée ; le deuxième rapport, daté du 24/08/2021, établi sur la base des mêmes relevés de mesures que le premier, prend en compte l'impact important de la faune sur les mesures, généré par des criquets. <p>De ce fait un traitement des fréquences situées entre 12,5 kHz et 20 kHz a été réalisé sur les mesures. Ce 2^e rapport montre des valeurs d'émergence conformes pour tous les points de mesure.</p> <p>Suite à la relance du premier plaignant et à une réclamation datée du 29/08/2022 d'un deuxième plaignant, à la transmission de deux rapports contradictoire sur les résultats de l'analyse des niveaux d'émergence, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à de nouvelles mesures sonores sous un délai de 2 mois. Ces nouvelles mesures permettront de vérifier l'efficacité du mur de protection acoustique installé en avril 2022.</p> <p>Ces nouvelles mesures devront être réalisées par un bureau d'étude différent de celui ayant réalisé la campagne de mesurage en 2021 et lors de la situation la plus défavorable, fonctionnement des groupes froids, des groupes électrogènes et par vent portant d'Ouest.</p> <p>De plus, la mesure en limite de propriété doit être réalisée au droit de la limite de propriété la plus proche des groupes froid au Sud-Est de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : lettre de suite

N° 2 : VI-21/06/2021 SMDS1 Contrôle Périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/11/2022, article R.512-58
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans. Ce délai court soit à compter de la publication du décret modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation. » L'exploitant n'a pas réalisé le contrôle périodique des installations soumises au régime de la déclaration avec contrôle périodique. Ce contrôle devra être réalisé par l'exploitant si le site ne relève pas de l'enregistrement et reste au seuil de la déclaration.
Constats : Du fait du régime de l'enregistrement de l'installation, celle-ci n'est pas soumise à contrôle périodique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Documents à disposition du SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition du SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.
Constats : L'exploitant a présenté le plan du site, sous format informatique (tableau excel), comprenant l'emplacement des extincteurs, des robinets d'incendie armés (RIA) et des poteaux incendie. Ce plan doit être affiché et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. L'exploitant doit présenter les consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : lettre de suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie : - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; « - le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.[...] »
Constats : L'installation dispose de RIA dont la pression de service est de 3,5 bars et de 6 poteaux incendie répartis de part et d'autre du bâtiment. Les poteaux incendie ont été vérifiés unitairement par la société CSI-L2PI, le 24/02/2022, le débit nominal de chaque poteau est compris entre 197 et 200 m³/h et, à une pression de 1 bar, entre 174 et 175 m³/h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :